

APPEL À PROJETS 2026 – PROJETS *BLANCS*

FÉDÉRATION DE RECHERCHE AGORANTIC
 « CULTURE, PATRIMOINES, SOCIÉTÉS NUMÉRIQUES »

Titre	Enquête sur la Littératie Cartographique des Sociétés d'Ancien régime : les Plans de la pratique foncière Avant le cadasTre		
Acronyme	ELCSAPAT		
Porteur/porteuse	Prénom & nom : Benjamin Landais. Courriel : benjamin.landais@univ-avignon.fr Laboratoire : Centre Norbert Elias / UMR 5862		
Gestionnaire labo	Prénom & nom : Caroline Usclat Courriel : caroline.usclat@univ-avignon.fr		
Liste exhaustive des participant·es identifié·es	Prénom & nom	Laboratoire	Courriel
	Antoine Peris Boris Deschanel	Espace / UMR 7300 CNE / UMR 5862	antoine.peris@univ-avignon.fr boris.deschanel@univ-avignon.fr
Budget demandé	7085 €		
Résumé	La littératie cartographique est peu étudiée aujourd’hui en dehors du contexte scolaire. L’histoire de la cartographie a privilégié quant à elle les cartes savantes. Elle a ignoré les plans fonciers : rudimentaires mais très diffusés, ils relèvent d’un savoir vernaculaire sur l’espace. Un plan isolé, coupé de son contexte documentaire, ne nous apprend pas grand-chose. À l’inverse, une enquête systématique en archives permettrait de comprendre les ressorts de l’européanisation et de la diffusion sociale d’une littératie cartographique liée aux pratiques foncières avant le cadastre du 19 ^e siècle. Cet objectif passe par la constitution d’une base de données. Son exploitation inclura la classification non supervisée des plans et l’analyse spatiale dynamique de leur production. Le projet est basé sur une comparaison entre France et Monarchie habsbourgeoise. Il doit déboucher sur le dépôt d’une ANR/FWF (Autriche + Tchéquie, Hongrie et Roumanie). Il prévoit enfin une mise en ligne publique des données.		

1. Contexte & positionnement

L’usage quotidien d’applications cartographiques sur mobile, après celle des plans papiers, est l’aboutissement d’une longue évolution. Elle témoigne du haut niveau de littératie cartographique atteint dans notre société : celui-ci se manifeste autant par la capacité à comprendre la carte que par le réflexe d’envisager ce type de document comme un moyen naturel d’expression du rapport à l’espace. Le sujet est peu étudié par les *literacy studies*, hormis en contexte scolaire, malgré des investigations sur les champs voisins de la numération et de la littératie spatiale. Il n’est quasiment pas abordé par le courant pourtant dynamique de l’histoire de la cartographie, qui s’est concentré sur les dimensions techniques et culturelles de la production des pièces les plus remarquables (mappemondes, portulans, portraits de villes, relevés topographiques). Pour cette raison, la grande masse des plans fonciers anciens, d’aspects généralement rudimentaires, a suscité peu de recherches. Elle témoigne cependant d’une révolution des usages cartographiques qui déborde largement les milieux étroits des professionnels de la carte : savants, stratèges militaires et administrateurs. Jusqu’au début du 18^e siècle, la production d’un plan n’accompagne que de manière exceptionnelle les différentes pratiques foncières. En deux ou trois générations, le recours à la carte devient néanmoins la norme dans les campagnes européennes (Antoine et Landais 2024). Ce bouleversement social et cognitif peut être rapproché avec profit de la « révolution scripturaire » ou « documentaire » des 13^e-14^e siècles. Ce processus, bien étudié par les historiens médiévistes et les linguistes, ne correspond pas à l’irruption de l’écrit dans une société qui l’ignorait, mais à la diffusion élargie de

nouvelles pratiques d'écritures (Morsel 1993, Oesterreicher 1993, Bertrand 2015, Brunner 2019). Si la cartographie locale est déjà attestée au 15^e siècle (Dumasy-Rabineau, Serchuk et Vagnon 2022), la pénétration sociale de la carte ne franchit un saut qualitatif qu'au du siècle des Lumières. La littératie cartographique dans les sociétés d'Ancien Régime n'est connue que de manière parcellaire. Le rôle des administrateurs d'État (Touzery 2007, Laboulais 2015), des formations d'ingénierie militaire et civile (Bret 2019), de la construction disciplinaire de la géographie moderne (Besse, Blais et Surun 2010 ; Verdier 2015) est bien identifié. Le succès du plan d'arpentage s'apparente à l'essor contemporain d'autres technologies de papier : le tableau statistique (Desrosières 2010) ou la carte topographique (Desbois 2015). Mais le modèle de sociabilité savante de la République européenne des sciences qui sous-tend ces phénomènes n'est pas adapté à la grande masse des plans fonciers. En tant qu'archives vivantes, ils s'enracinent dans la pluralité des « régimes de scripturalité » sur lesquels repose depuis le milieu du Moyen Âge une mémoire externe du territoire. Ils relèvent du domaine des notaires, des arpenteurs et des officiers seigneuriaux, ainsi que des savoirs vernaculaires paysans sur l'espace (Jaudon 2014). La transformation de la « culture visuelle » implique l'existence d'un fin continuum, du geste au dessin, en passant par l'oral et l'écrit (Coleman 1996, Rankovic 2010) et des pratiques de translittératie, soit la capacité à traduire l'information d'un système de communication à un autre (Delamotte et Frau-Meigs 2014, Velut 2024). Autrement dit, l'élaboration d'un plan foncier doit être conçu comme un lieu de savoir (Jacob 2007) ou une *trading zone* (Galison 1997, Long 2015) : les échanges ne se font pas seulement entre communautés savantes, mais entre segments sociaux différenciés et hiérarchisés. Seule une enquête à grande échelle permet de comprendre à la fois les ressorts de l'europeanisation et de la diffusion sociale d'une littératie cartographique liée aux pratiques foncières avant la généralisation du cadastre géométrique.

2. Questionnement scientifique & objectifs

L'objectif principal consiste à identifier les logiques et les rythmes du recours au plan foncier dans les régimes locaux de scripturalité de la Renaissance au 19^e siècle. La problématique se décline en une série de questionnements touchant différents champs scientifiques : l'histoire des sciences et des techniques, l'analyse dynamique des systèmes agro-sociaux, l'histoire politique de la fiscalité, l'anthropologie visuelle, l'approche linguistique des littératies et l'histoire du droit foncier. Pour éviter la multiplication d'études de cas peu représentatives, l'ensemble de ces questionnements s'articulera à une vaste entreprise de collecte de données et à son analyse systématique.

Ce projet *Agorantic* (objectifs intermédiaires pour l'année 2026 listés dans la section « résultats ») doit démontrer la faisabilité d'un projet à plus long terme (2030) avec les objectifs suivants :

- Constitution d'une base de données des plans fonciers anciens à partir d'une saisie des inventaires, de la récupération des BDD locales déjà existantes et de campagnes menées dans les archives nationales et départementales (série des cartes et plans, fonds iconographiques).
- Collecte des plans déjà numérisés et numérisation en collaboration avec les archives.
- Exploitation de la BDD en 5 phases (dont 2 exploratoires) : 1) classification non supervisée des plans à partir des métadonnées ; 2) analyse spatiale dynamique de la diffusion des classes de plans ; 3) idem pour les producteurs et les opérations d'arpentage à l'origine des plans ; 4) analyse non supervisée des images (données non structurées : projet IA exploratoire) ; 5) géoréférencement des plans pour tester la continuité spatiale de l'espace représenté.
- Identification de cas représentatifs en lien avec les résultats de l'analyse de la BDD. Ces recherches localisées permettront de replacer les plans dans leur contexte documentaire, faisant surgir la spécificité des régimes de scripturalité. Ces travaux ont vocation à être publiés dans des ouvrages collectifs et des numéros thématiques.
- Science ouverte : mise en ligne d'une BDD requérable pour certains champs. Conception d'une interface cartographique présentant les métadonnées et la reproduction numérique des plans lorsqu'elle est disponible. Intégration d'une aide à la lecture et à la contextualisation des plans : fourniture d'une notice explicative et d'une bibliographie pour chaque famille de

document (synthèses tirées des travaux réalisés au point précédent), y compris sur les conditions d'entrée dans les dépôts d'archives lorsqu'elles sont connues. Cet objectif implique également l'intégration automatisée des données dans des fichiers EAD (*Encoded Archival Description*) utilisés dans les instruments de recherche archivistiques.

- Science participative (post-projet) : prévoir la possibilité pour les érudits, chercheurs indépendants et amateurs éclairés de peupler la BDD par des plans fonciers conservés dans des fonds ayant échappé aux campagnes initiales de collecte.

3. Méthodologie

Prendre toute l'Europe comme terrain de recherche est à la fois prématuré et hors de portée d'un projet en temps limité. Une comparaison est néanmoins indispensable. Le royaume de France et la Monarchie habsbourgeoise, de taille et de population comparables au 18^e siècle (25 millions d'habitants pour 500 000 km²), sont de bons candidats. Ces deux vastes monarchies administratives représentent en effet des espaces cohérents, mais relativement autonomes l'une de l'autre en ce qui concerne la circulation des savoirs d'État et les cadres technicoéconomiques et sociopolitiques : la centralisation séculaire de la fiscalité en France n'a pas d'équivalent dans la Monarchie des Habsbourg, dont le caractère composite et décentralisé est très affirmé. La structure académique (École des Ponts-et-Chaussées versus cursus universitaire ou écoles des mines), le droit de propriété (coutumes régionales/droit romain versus droit féodal différencié par province), la publicité foncière (notariat privé vs immatriculation publique), le cadre intellectuel (physiocratie versus caméralisme) et les pratiques de chancellerie (langue du roi vs diversité linguistique) divergent également. La Révolution semble pousser définitivement les deux États sur des chemins opposés. Les chemins de la littératie cartographique finissent pourtant par converger avec la mise en œuvre systématique d'un cadastre géométrique dans les années 1820 après la parenthèse napoléonienne.

Le recensement des plans fonciers anciens passe par la conception d'une base de données. Ces documents, produits depuis la Renaissance, sont de natures extrêmement diverses. Afin d'éviter les écueils des inventaires d'archives ou des BDD déjà existantes (ex. ARCHITERRE ou Hiscarto), les plans ne seront pas enregistrés en fonction de catégories *a priori*. C'est au contraire la multiplicité des caractéristiques permettant de décrire l'aspect de la carte, son enracinement documentaire et son contexte de production – qui constituent autant de champs des tables de la base (400, principalement booléens, dans la version actuelle) – qui donnera la possibilité de construire une taxonomie nouvelle à partir d'une classification non supervisée. Il s'agit d'une précaution essentielle contre la tentation téléologique cherchant, consciemment ou non, à retracer la genèse de la carte cadastrale.

Le potentiel heuristique de la BDD pourrait encore être augmenté par l'expérimentation d'une classification non-supervisée basée non pas sur les métadonnées des plans, mais sur les images elles-mêmes. Cette extension du projet n'est pas prévue pour l'année 2026. Elle pourrait être envisagée à terme en fonction 1) du degré de coopération des institutions de conservation dans la mise à disposition des plans numérisés et de leur capacité à répondre aux demandes de numérisation ; 2) de l'implication d'unités de recherche en informatique compétentes dans ce type d'analyse.

4. Résultats attendus et caractère innovant de la recherche

L'idée d'une collecte et d'une exploitation systématique des plans fonciers à l'échelle européenne est ancienne : elle est lancée par Marc Bloch lui-même dans le premier numéro des *Annales* en 1929. Cette entreprise était toutefois encore hors de portée il y a à peine cinq ans. Depuis lors, des efforts importants ont été consentis par les archives et bibliothèques publiques dans la numérisation et la mise en ligne de leurs cartes. Notre initiative, portée par ce mouvement, cherche à la fois à le poursuivre sur le plan de la valorisation patrimoniale, mais aussi à lui trouver un débouché

scientifique. Les inventaires, souvent réalisés dans les années 1950 à 1970, voire à la fin du 19^e siècle, apparaissent caducs ou insuffisants à l'aune des documents mis actuellement à disposition du public. Une base de données transnationale vise à la fois le décloisonnement de l'accessibilité des fonds et l'enrichissement de leur description. Sa réalisation implique la poursuite volontariste et systématique de la politique de numérisation des documents cartographiques.

Le développement des humanités numériques depuis le début du siècle a largement banalisé l'usage des bases de données en sciences sociales. L'adoption d'une démarche de classification non-supervisée – encore peu utilisées en histoire – et l'expérimentation d'une analyse par image – encore balbutiante – contribuent aussi à rendre la méthodologie de notre projet innovante.

La phase exploratoire du projet a débuté en 2025 (AAP ICPSN 3200 €) avec l'organisation d'une réunion des partenaires français suivie d'une journée d'étude (23 mai) à l'université d'Avignon. La participation des étudiants (stage en CMI géographie, atelier en master histoire) à la constitution d'une base de données est programmée à l'automne 2025. Le projet agorantic présenté ici pour l'année 2026 a pour objectif de démontrer la faisabilité du projet en présentant ses premiers résultats aux partenaires internationaux, afin de déposer un ANR binational franco-autrichien. Résultats attendus en 2026 :

- Conception et peuplement d'une BDD à partir d'un échantillon : inventaires papiers et cartes déjà numérisées (France : Archives Nationales, séries FI des Archives Départementales : 14, 34, 35, 67, 68, 91, 92, 95 ; Hongrie : série S, comitats de Györ, Zala et Heves). Participation des étudiants du master patrimoine + 3 stages étudiants histoire (Calvados, Hérault, Ardèche)
- Correction de la base de données (schéma relationnel, nomenclature des champs et des valeurs) en fonction des retours d'expérience du traitement de l'échantillon.
- Mise en place un protocole standardisé pour l'encodage des données 1) dans la BDD et 2) pour leur insertion dans des fichiers EAD. Rédaction d'une documentation technique et illustrée en plusieurs langues utilisable par les partenaires et les étudiants.
- Identification et sélection des « fonds d'archives témoins » (autres que les Fonds Iconographiques ou les séries des cartes et plans), susceptibles de faire l'objet d'une recherche approfondie sur site, d'une collecte des documents non cartographiques liés au plan (CR d'arpentage, aveux, procès, listes fiscales...) et d'une étude de cas.
- Conception d'une interface cartographique en ligne présentant les premiers résultats de la collecte. Participation d'un étudiant du CMI géographie (niveau M1, 2 mois)
- Présentation des 1^{re} résultats lors d'un colloque organisé à la fin du printemps 2026.

5. Dimension interdisciplinaire

Ce projet et la méthodologie qu'il mobilise sont à la croisée de plusieurs champs disciplinaires : histoire (régimes de scripturalité), géographie (analyse spatiale, systèmes agro-sociaux) et informatique (analyse de base de données, analyse d'images) ; secondairement droit (droit foncier) et information-communication (anthropologie visuelle). La collecte des plans fonciers conservés dans les archives publiques a pour double objectif une valorisation scientifique et patrimoniale : elle doit déboucher sur une mise à disposition contextualisée de ce patrimoine culturel et visuel au public. Le projet s'intègre dans l'Axe A : « Données et corpus : constitution, exploitation et valorisation ».

6. Partenariats extérieurs

Prof. Kurt Scharr (Leopold-Franzens-Universität Innsbruck, Autriche), *partenaire FWF*

Pr. Isabelle Laboulais (Université de Strasbourg), *responsable du projet pour le Nord-Est*

Pr. Marc Conesa (Univ. de Perpignan/FRAMESPA UMR 5136), *responsable pour le Sud-Ouest*

Michal Vokurka (Académie des sciences de Tchéquie), *responsable pour la Tchéquie*

Zsombor Bartos-Elekes (Univ. Babeş-Bolyai, Cluj, Roumanie), *responsable pour la Roumanie*

Pr. Christine Lebeau (Univ.Paris 1/IHMC UMR 8066), *référente cadastres d'Ancien Régime*

Nadine Gastaldi (Archives nationales, Conservatrice générale du patrimoine, Chargée de mission Cartes et plans, Direction des fonds), *Référente archives françaises*

Reisz T. Csaba et Török Enikő (Archives Nationales Hongroises, archivistes en chefs, responsables de la série des cartes et plans), *Référents archives hongroises*

7. Objectifs de pérennisation du projet

L'objectif est de s'appuyer sur les premiers travaux basés sur un échantillon de plans (2025-26) à l'ensemble du terrain de recherche (France + Monarchie habsbourgeoise) grâce au dépôt d'un ANR/FWF (porteurs : Benjamin Landais et Kurt Scharr). L'augmentation et la pérennisation des financements permettront l'embauche d'un IE (centralisation et correction des données), l'organisation de colloques internationaux d'étape, des séjours de recherche (mobilité des partenaires, stages étudiants) et l'aide à la numérisation. L'espace d'étude s'étend aujourd'hui sur plus de 10 pays (France + 1^{er} empire colonial, Belgique, Autriche, Tchéquie, Slovénie, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Croatie, Serbie, Italie du Nord, portion de la Pologne et de l'Ukraine). Les campagnes de collecte de données seront organisées de manière décentralisée (à terme : 6 partenaires scientifiques pour couvrir la France, 1 partenaire pour chaque pays d'Europe centrale) et seront adossés aux travaux d'étudiants en histoire (ateliers en licences et masters, stages de courte durée dans les archives départementales). L'exploitation courante de la BDD, ainsi que sa mise en ligne progressive (*data vizualisation* sous forme cartographique) sera assurée par des géographes (stages, ateliers).

8. Expression des besoins en assistance informatique

Aide en matière d'encodage XML : création d'un schéma pour l'encodage des données pour faciliter l'intégration des données collectées à des fichiers EAD (*Encoded Archival Description*).

Aide pour la conception d'un formulaire en ligne de récolte des données et d'une brique logicielle permettant d'intégrer ces données à la BDD (dont conseil pour la solution technique la plus adaptée).

9. Experts suggérés pour l'évaluation du projet

Expert 1 : Sébastien Poublanc	Expert 2 : Elie Haddad.
Établissement : CNRS / labo FRAMESPA UMR 5136	Établissement : EHESS / labo CRH UMR 8558
Domaine : humanités numériques, BDD historiques	Domaine : histoire, noblesse, pratiques foncières
Courriel : sebastien.poublanc@cnrs.fr	Courriel : elie.haddad@ehess.fr.
Expert 3 : Patrice Marcilloux	Expert 4 : Thomas Thévenin
Établissement : Univ.Angers/ labo TEMOS UMR 9016	Établissement : labo ThéMA UMR 6049
Domaine : archivistique	Domaine: géographie, analyse spatiale longue durée
Courriel : patrice.marcilloux@univ-angers.fr.	Courriel : thomas.thevenin@ube.fr

10. Budget (€) prévisionnel

	Brève description	Montant
Missions	Mission de recherche + rencontre partenaires en Autriche-Hongrie : voyage (500 €) + per diem (7 jours à 175 €)	1725 €
Consommables, petits matériels	2 disques durs externes (140 € pièce)	280 €
Organisation de réunions	Réunion de travail avec 4 partenaires étrangers (Autriche, Tchéquie, Hongrie, Roumanie). Voyage (500 €/ pers.) et hébergement (3 nuits à 90 € et 2 repas à 25 € / pers.).	3280 €
Stages, vacations	5 mois de stage (3 en histoire, 2 en géographie) à 600 €	3000 €
Budget total		8285 €
Co financements le cas échéant	Centre Norbert Elias / UMR 5862 Univ.Perpignan/FRAMESPA (stage étudiant histoire, 1 mois)	600 € 600 €
Budget demandé à Agorantic		7085 €

Mon directeur d'unité est informé du dépôt de ce projet ☐